

Créé par des militants CGT et FSU



« Rien ne fait plus de mal aux travailleurs que la collaboration de classes. Elle les désarme dans la défense de leurs intérêts et provoque la division. La lutte de classes, au contraire, est la base de l'unité, son motif le plus puissant. C'est pour la mener avec



succès en rassemblant l'ensemble des travailleurs que fut fondée la CGT. Or la lutte de classes n'est pas une invention, c'est un fait. Il ne suffit pas de la nier pour qu'elle cesse : renoncer à la mener équivaut pour la classe ouvrière à se livrer pieds et poings liés à l'exploitation et à l'écrasement. »

H. Krasucki

15 mai, 22 mai, 3 juin ...

Et après si on y allait TOUS ENSEMBLE ?!

Fonctionnaires, éducation nationale, cheminots, retraités ... Les luttes reprennent et les rendez-vous revendicatifs se multiplient les uns après les autres.

Depuis des années nous connaissons ces journées d'action et de colère qui changent de la résignation et des trahisons des relais du pouvoir que sont les dirigeants de la CFDT !

Mais comment stopper l'attaque générale et passer à la contre-offensive ?

Car nous sommes tous sous le feu de décisions et de choix responsables de ce qui nous arrive : chômage, fermetures d'entreprises appauvrissement, attaques contre le droit à la santé, contre les hôpitaux publics, agression contre la sécurité sociale, baisse des salaires réels et des pensions, extension de la misère et de la précarité, hausses du logement, du chauffage, du transport... incertitude du lendemain ...

Du côté du gouvernement, c'est la capitulation : tout sauf s'attaquer à l'essentiel, les profits, l'accumulation de la richesse chez une petite minorité.

Les médias et le pouvoir, la droite et l'extrême droite tentent de nous embarquer dans des débats oiseux et diviseurs : mieux vaut-il s'en prendre aux fonctionnaires ? Aux retraités ? Aux chômeurs ? Aux précaires ? Aux intermittents ? Consentir quelques miettes aux petits retraités dans le cadre imposé (réduire à tout prix les investissements publics) à la demande des députés PS ?

Tout cela pour masquer les véritables enjeux et pour mieux épargner les véritables privilégiés.

Par exemple la fraude fiscale des plus riches, le montant de leurs planques, c'est **80 milliards !**

Alors si réellement on voulait faire des économies sans s'en prendre au peuple alors les fameux 50 milliards de restriction de l'investissement public et des dépenses sociales (le tout pour alimenter les caisses déjà remplies des grandes entreprises) seraient largement couverts.

Et si on ne le fait pas c'est que le choix de ce gouvernement comme des droites et de l'extrême droite aux ordres du profit privé c'est de s'en prendre aux dépenses sociales utiles (santé, protection sociale, emplois des collectivités territoriales, hôpitaux ...) afin de faire place nette aux entreprises privées, aux fonds de pension, aux assurances. C'est aussi que ce système est synonyme de crise sans fin : et c'est en son nom et des fameux "*emplois de demain qui ne viennent jamais*" que l'on étrangle les peuples et qu'en France, ce qui reste du modèle social bâti grâce aux conquêtes de 1936, 1945 ou 1968 est en passe d'être complètement démantelé par un gouvernement "*socialiste*".

Le rôle de l'Union européenne

L'UE impose partout des politiques d'austérité et de régression sociale au nom des équilibres économiques.

Elle est l'outil régional de la dépossession de la souveraineté populaire et nationale et de la

mise en œuvre de la politique du capital.
Pour renouer avec le progrès social et avec l'espoir, il faut en finir avec l'illusion d'une Europe sociale et retrouver notre souveraineté nationale et monétaire.
Il faut en même temps voir clair dans le double jeu de la CES paraissant s'opposer aux politiques d'austérité côté cour pour sauver en fait l'Union européenne du capital côté jardin.

Le traité transatlantique

Vaste marché unique de « concurrence libre et non faussée », il se négocie entre l'UE et les Etats-Unis, dans le secret et dans le dos des peuples d'Europe. Il vise à donner définitivement le pouvoir aux grands monopoles capitalistes et briser les protections encore existantes à l'aide de juridictions privées tranchant les conflits entre entreprises et droits sociaux ou environnementaux.
Un précédent existe en France avec le **tribunal arbitral privé** mis en place par le pouvoir sarkoziste permettant d'attribuer 403 millions d'euros à Bernard Tapie, spoliant le contribuable et le citoyen.

C'est à ces processus gros de terribles dangers qu'il faut mettre un coup d'arrêt pour repasser à l'offensive. Cela passe par la construction d'un rapport de force pour gagner, en mettant en perspective la possibilité d'un changement de société, et la nécessité pour le peuple d'unir et d'utiliser ses forces : mouvement de masse, grèves, manifestations ... pour initier une situation de "blocage" mettant la classe dominante sur la défensive.

Et nous n'y parviendrons pas par des luttes partielles, séparées, corporatistes.

Mettons donc en discussion dans nos organisations et avec les travailleurs la perspective et l'urgence d'un mouvement d'ensemble visant dans un premier temps à contraindre le gouvernement à renoncer à ses contre-réformes !

Le capitalisme c'est la guerre !

L'expérience historique douloureuse montre par ailleurs que le capitalisme en crise a

toujours cherché une issue en faisant appel aux services de l'extrême droite et en ayant recours à la guerre !

Défendre nos conditions de vie et lutter pour la paix c'est le même combat !

Les médias aux ordres ne cessent de mentir !

Les classes dominantes, l'Union européenne et les Etats-Unis n'hésitent pas derrière leurs discours hypocrites sur la démocratie et les droits de l'homme à multiplier les interventions et à nouer des alliances avec les pires forces à l'œuvre comme en Syrie ou comme en Ukraine avec le soutien actif aux néo-nazis de Svoboda et de « Secteur droit ».

Il est du devoir du mouvement syndical de dénoncer ces mensonges et ces alliances et de se battre pour une solution politique et pacifique de ces conflits.

Et en conformité avec la grande tradition de lutte du 1er mai d'affirmer et de faire vivre notre solidarité avec les travailleurs et avec les forces qui à l'échelle internationale se battent aussi contre la misère, l'exploitation, pour le progrès social et pour la paix, contre les dépenses militaires qui explosent et qui constituent un danger majeur pour l'humanité !



Pour adhérer au Front syndical de Classe :

- Adhésion individuelle : 30 euros par an (10 pour les bas revenus) Chèque (à l'ordre de "Front Syndical de Classe") à envoyer au trésorier : **Jacky OMER/FSC 11 rue de Tivolli 13005 MARSEILLE**

- Adhésion de syndicats et d'organisations de base : **contacter le trésorier ou nous écrire à frontsyndical.classe@laposte.net**